

**SOMMAIRE**

**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

*Objet : DELEGATION DE SIGNATURE ACCORDEE EN QUALITE DE RBOP/RUO A MME EDITH VIDAL, DIRECTRICE REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE PICARDIE*

*Objet : ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE DE PICARDIE*

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

*Objet : délégation de signature de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de L'ENVIRONNEMENT DE PICARDIE*

**DIVERS**

*objet : avis de recrutement sans concours d'agent d'entretien qualifié*

*objet : avis de recrutement sans concours d'agent des services hospitaliers qualifiés*

## SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

**Objet : DELEGATION DE SIGNATURE ACCORDEE EN QUALITE DE RBOP/RUO A MME EDITH VIDAL, DIRECTRICE REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE PICARDIE**

### ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral en date du 12 janvier 2009 susvisé est modifié comme suit :

« Article 8 : En application de l'article 38 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, Mme Edith VIDAL, Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Picardie, peut sous sa responsabilité, en tant que responsable de Budget Opérationnel de Programme régional et d'Unité Opérationnelle, subdéléguer sa signature à :

- M. le Chef du Service Régional d'Economie Forestière, Agricole et Rurale,
- M. le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement,
- M. le Chef du Service Régional de l'Alimentation.

La signature des agents habilités est accréditée auprès du Trésorier-Payeur Général de la région Picardie. »

Le reste sans changement

Article 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Picardie et le Trésorier-Payeur Général de la Région Picardie, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Préfets de l'Aisne et de l'Oise, ainsi qu'au Secrétaire Général de la préfecture de la Somme, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Picardie, préfecture de la Somme.

Amiens, le 26 janvier 2009

Le Préfet

Signé : Henri-Michel COMET

**Objet : ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE DE PICARDIE**

### ARRETE

Article 1er : Le Comité Régional de l'Enseignement Agricole de Picardie, présidé par le Préfet de région ou son représentant, comprend les membres suivants :

1° Au titre du 1° de l'article R814-33 :

-Quatre représentants de l'Etat, à savoir :

- la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Picardie ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le chef du service régional de la formation et du développement
- le Recteur de l'Académie d'Amiens, ou son représentant
- le Trésorier-Payeur Général de la région Picardie, ou son représentant

- le Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Picardie, ou son représentant

-Deux conseillers régionaux :

Monsieur Frédéric FILLION-QUIBEL, ayant pour suppléante Madame Colette MICHAUX  
Monsieur Pascal DACHEUX, ayant pour suppléant Monsieur Olivier CHAPUIS-ROUX

-Le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture de Picardie ou son représentant

-Un directeur d'établissement public d'enseignement agricole :

Monsieur Frédéric GUILLOT, Directeur de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles de la Baie de Somme à Abbeville,  
ayant pour suppléant Monsieur Thierry ADAM, Directeur de l'Etablissement Public d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles d'Amiens-Le Paraclet

-Représentants des associations ou organismes responsables d'établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat, ainsi répartis :

Représentants de chaque organisation fédérative nationale des établissements implantés dans la région :

Pour le CNEAP :

Monsieur François GUENNOC, ayant pour suppléant Monsieur Hervé LE PAPE

Pour l'UNREP :

Madame Sylvie MASCRE, ayant pour suppléante Madame Sylvie DUCOING

Pour l'UNMFREO :

Monsieur Fabrice BENAITEAU, ayant pour suppléante Madame Frédérique DEFFONTAINES

Représentant de l'organisation fédérative des établissements de la région qui scolarise la plus forte proportion d'élèves :

Pour la Fédération régionale Nord-Picardie des MFR :

Madame Arlette LENNE, ayant pour suppléante Madame Nicole BOUSSEMARY

## **2. Au titre du 2° de l'article R814-33 :**

- Représentants des organisations syndicales représentatives des personnels des établissements d'enseignement agricole publics :

Pour le syndicat SNETAP – FSU :

Monsieur Philippe AUBRY, ayant pour suppléante Madame Florence BLOSSIER

Monsieur Pascal SENECHAL, ayant pour suppléante Madame Mathilde PATTINIER

Madame Marie-Claude ALLANIC, ayant pour suppléant Monsieur Yannick ROUSSEAU

Monsieur Sylvain GUENARD, ayant pour suppléant Monsieur Eric DEBORD

Monsieur Laurent CAUCHY, ayant pour suppléant Monsieur François PALLICE

Pour le syndicat F.O. :

Madame Nathalie VASSEUR, ayant pour suppléante Madame Malika LAVALLARD

Pour le SGEN – CFDT :

Madame Evelyne PLEE, ayant pour suppléant Monsieur Didier LOCICERO

Pour le SYAG – CGT :

Madame Sylvie LEBLOND, ayant pour suppléante Madame Janick DUPONT

- Représentants des organisations syndicales représentatives des personnels des établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat implantés dans la région :

Pour le SEPP – CFDT :

Monsieur Jean-Paul AUBRUN, ayant pour suppléant Monsieur Jean BARLET

Monsieur Djoudi IZEBATENE, ayant pour suppléant Monsieur Charles KERN

Pour F.O. :

Monsieur William DUQUESNE, ayant pour suppléant Monsieur Michel NOUVION

3. Au titre du 3° de l'article R814-33 :

–Représentants des organisations représentatives des parents d'élèves de l'enseignement agricole, ainsi répartis :

Au titre des organisations représentatives de parents d'élèves des établissements d'enseignement agricole publics :

Pour la FCPE :

Monsieur Thierry NORMAND, ayant pour suppléant Monsieur Jacky THIEULOT

Madame Maryse PELLIEUX, ayant pour suppléante Madame Geneviève MACQUET

Au titre des organisations représentatives des parents d'élèves des établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat implantés dans la région :

Monsieur Roger VERHAEGHE, ayant pour suppléant Monsieur Gérard ALRIC

Monsieur Eric SAUTREAU, ayant pour suppléante Madame Marie-Claire MAGOT

Monsieur Régis TRICOTEAUX, ayant pour suppléante Madame Brigitte LE FICHOUS

–Représentants des organisations professionnelles et syndicales représentatives au plan régional des employeurs, des exploitants et des salariés, ainsi répartis :

Au titre des organisations professionnelles et syndicales représentatives des exploitants et employeurs des secteurs de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles :

Pour la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles :

Madame Bernadette HENOCQUE, ayant pour suppléante Madame Chantal BOULENGER

Pour le Centre Régional des Jeunes Agriculteurs :

Monsieur François GRAVEL, sans suppléant désigné,

Madame Claudie BAUWIN, sans suppléant désigné,

Au titre des représentants des salariés de l'agriculture et des industries agro-alimentaires appartenant aux organisations syndicales les plus représentatives au plan régional :

Pour le CFE – CGC :

Monsieur Daniel MELIS, ayant pour suppléant Monsieur Michel OUDIN

Pour FO :

Monsieur Jean-Marie BRUYER, ayant pour suppléant Monsieur Jean-Claude GAMBART

Article 2 : Sont nommés au titre des personnes qualifiées, notamment dans le domaine de la recherche :

Monsieur Marc-André FLINIAUX, adjoint au Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie de Picardie

Monsieur Ghislain GOSSE, Délégué Régional de l'INRA

Monsieur Michel BOURGERY, Directeur de l'IFRIA

Article 3 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2003 susvisé.

Article 4 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Picardie et la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Picardie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Préfets de l'Aisne, de l'Oise, ainsi qu'au Secrétaire Général de la préfecture de la Somme et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Picardie.

Amiens, le 26 janvier 2009

Le Préfet

Signé : Henri-Michel COMET

## **DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

***Objet : délégation de signature de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Picardie***

### A R R E T E

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature par intérim est donnée à Monsieur Ludovic WEBER, Ingénieur des Mines, chef de la division environnement industriel, chargé de l'intérim de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes, à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires, au président du Conseil Général et au président du Conseil Régional lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

1 - Transport et distribution de gaz et d'électricité, Energie :

- Approbation des projets d'exécution et autorisation de mise sous tension des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique, ou de réseau de distribution aux services publics (article 50 du décret du 29 juillet 1927 et article 2 du décret n° 75-781 du 14 août 1975).
- Instruction des dossiers et consultations interservices dans le cadre des dispositions des décrets n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations et n° 85-1109 du 15 octobre 1985 concernant la procédure

de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

- Délivrance des autorisations de transport de gaz naturel dans le cas de la procédure simplifiée prévue au titre IV du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003.
- Délivrance et modification des certificats ouvrant droit à l'obligation d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat (articles 1 et 3 du décret n° 2001-410 du 10 mai 2001).
- Délivrance des certificats d'économies d'énergie (article 15 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 et Circulaire du 26 novembre 2007).

. la délivrance de l'accusé de réception de la demande de certificats d'économies d'énergie (article 5 du décret 2006-603 du 23 mai 2006),

. la communication au délégataire de la liste des personnes auxquelles il a délivré un ou plusieurs certificats d'économies d'énergie ainsi que le nombre de certificats délivrés à chacune d'entre elles prévues à l'article 3-II du décret 2006-604 du 23 mai 2006,

. la désignation d'un expert dans le cas où la détermination du montant des certificats d'économies d'énergie nécessite la réalisation d'une expertise (article 3 de l'arrêté ministériel du 19 juin 2006 fixant la liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économies d'énergie).

- Zones de développement de l'Eolien : notification de la recevabilité des dossiers (article 3.2 de l'instruction annexée à la circulaire interministérielle du 19 juin 2006).

## 2 - Appareils, équipements et canalisations sous pression de vapeur ou de gaz :

- ***Enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur.***
- ***Pour l'application du décret du 2 avril 1926 portant réglementation sur les appareils à pression de vapeur, du décret du 18 janvier 1943 portant réglementation sur les appareils à pression de gaz et de son arrêté d'application du 23 juillet 1943 :***

. dérogation à l'application de la réglementation des appareils à pression (sauf pour les chaudières nucléaires),

. décision autorisant certaines entreprises à effectuer en autosurveillance l'épreuve ou la réépreuve d'appareils à pression,

. dispense d'épreuve hydraulique, de renouvellement d'épreuve hydraulique,

. prescription d'épreuve hydraulique par anticipation,

. autorisation de report d'épreuve sur le lieu d'emploi,

. autorisation d'épreuve chez un constructeur étranger,

. octroi de sursis de visite périodique,

. autorisation pour la modification de la pression d'épreuve.

- Accord préalable de l'emploi de soudage dans la fabrication et diverses réparations de certains appareils ou éléments d'appareils à pression de gaz ou de vapeur (arrêté ministériel du 24 mars 1978 portant règlement de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression).
- Transfert de qualification du mode opératoire de soudage (circulaire du 6 septembre 1988).

- Autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier (arrêté ministériel du 20 octobre 1982 relatif aux taux de travail maximal admissible des appareils à pression de gaz).
- Prescription d'épreuve ou de réépreuve, par anticipation d'extincteurs, accord sur les marques d'extincteurs (arrêté ministériel du 20 mai 1963 relatif à la réglementation de la fabrication du chargement et du renouvellement d'épreuves d'extincteur d'incendie).
- Agrément de bouteilles d'acétylène (article 41 de l'arrêté du 23 juillet 1943).
- Agrément de récipient à pression en matériaux composites (arrêté du 18 mars 1981).
- Décisions et actes administratifs en application des dispositions du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression ainsi que l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 sur l'exploitation des équipements sous pression (ces décisions et actes administratifs sont rappelés dans le tableau mis en annexe 1).

2.10 Décisions et actes administratifs en application des dispositions du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 relatif aux équipements sous pression transportables (rappelés dans le tableau mis en annexe 2).

3 - Canalisations de transport de gaz combustible, de fluides sous pression et de produits chimiques :

1. Les décisions administratives individuelles suivantes prises en application de l'arrêté du 11 mai 1970 modifié :

- l'autorisation d'emploi de matériaux autres que l'acier (point 1° de l'article 2) ;
- l'autorisation de transporter du gaz combustible ne répondant pas aux conditions des points 4° et 5° de l'article 2 ;
- l'autorisation de porter à 0,9 le rapport des valeurs mesurées de la limite d'élasticité et de résistance à la traction dans le cas de tubes soudés, qu'il y ait ou non écrouissage (article 5) ;
- la décision de rapporter, à toute époque et sans indemnité, la désignation d'experts chargés du contrôle des épreuves et essais en usine (article 9) ;
- la désignation d'experts chargés du contrôle des épreuves des ouvrages de transport de gaz combustible (article 36) ;
- l'abaissement de la pression effective de service dans les canalisations ou parties de canalisation en cas d'accident ou d'incident survenu à une canalisation (article 45) ;
- l'octroi des dérogations aux dispositions techniques de l'arrêté du 11 mai 1970 non prévues explicitement dans les articles 1 à 45 de cet arrêté (article 46).

2. Agréments, accords, dispenses prévus explicitement par l'arrêté ministériel du 11 mai 1970 portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisations.

3. Arrêté d'approbation des caractéristiques des canalisations de transport de produits chimiques (décret n° 65-881 du 18 octobre 1965).

4. Désignation d'experts pour la réalisation des épreuves hydrauliques ainsi que les opérateurs de contrôle associés définis aux articles 18 à 23 de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982.

5. Dérogation à l'application du règlement de sécurité des canalisations de transport de produits chimiques (arrêté du 6 décembre 1982 - articles 23 et 28).

4 - Réception et homologation des véhicules :

4.1 Réception et homologation des véhicules automobiles, véhicules agricoles, des motocyclettes, des bicycles, tricycles et quadricycles à moteur, et de leurs remorques (articles R 321-15, 16 et 17 du code de la route) ;

4.2 Réception des citernes de transport de matières dangereuses.

5 - Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :

. des véhicules de transport en commun de personnes (arrêté ministériel du 2 juillet 1982 modifié) ;

. des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage (arrêté ministériel du 30 septembre 1975) ;

. des véhicules automobiles destinés à l'enseignement de la conduite (arrêté ministériel du 10 mars 1970) ;

. des véhicules et des citernes de transport des matières dangereuses par route (arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 et accord européen ADR).

6 - Retrait et restitution des autorisations de mise en circulation (cartes grises) :

. des véhicules de transport de marchandises (arrêté ministériel du 15 novembre 1954).

7 – Instruments de mesure :

7.1 . Dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

. l'approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 - 3<sup>ème</sup> alinéa) ;

. l'approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 - 3<sup>ème</sup> alinéa) ;

. l'agrément du système d'assurance Qualité des organismes de contrôle (article 37 - 2<sup>ème</sup> alinéa) ;

. les dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41).

1. Agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret).

2. Attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 1990).

3. Agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés).

4. Agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12).



5. Décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1976, article 14).
6. Décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.00 du 6 mai 1976).
7. Agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités de contrôle des chronotachygraphes numériques articles 4 et 5)
8. Retrait ou suspension d'agrément (article 39 du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001)

#### 8 - Procédures minières :

- 8.1. La gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7).
- 8.2. Application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

#### 9 - Installations Classées pour la protection de l'Environnement :

- Lettre au pétitionnaire d'une demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement déclarant cette demande irrecevable sur le fond et/ou la forme au regard de la réglementation sur les installations classées à l'exclusion d'un dessaisissement de dossier.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Ludovic WEBER, Ingénieur des Mines, chef de la division environnement industriel, chargé de l'intérim de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, est autorisé à subdéléguer sa signature aux collaborateurs qu'il aura désignés par arrêté, pour les domaines relevant de leur activité au sein du service.

Article 3 : L'arrêté préfectoral du 22 septembre 2008 donnant délégation au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement est abrogé.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme et Monsieur Ludovic WEBER, Ingénieur des Mines, chef de la division environnement industriel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

Amiens, le 30 janvier 2009

Le préfet,

Signé Henri-Michel COMET

#### ANNEXE 1

##### DECISIONS et ACTES ADMINISTRATIFS VISES à l'article 1<sup>er</sup> point 2.9

N°	Décisions et actes administratifs	Article concerné
1	Surveillance des opérations de contrôle qui peuvent être confiées en tout ou partie à des organismes indépendants habilités à cet effet.	Article 18 du décret du 13 décembre 1999
2	Reconnaissance d'un service inspection et autorisation de l'exécution de tout ou partie des opérations de contrôle	Article 19 du décret du 13 décembre 1999

	prévues à l'article 18 du décret du 13 décembre 1999.	
3	Prescription d'une requalification périodique anticipée dans des conditions fixées en cas de suspicion quant au bon état d'un équipement sous pression.	<i>Article 20 du décret du 13 décembre 1999</i>
4	Autorisation de la modification de l'état des lieux et des installations intéressées par un accident.	<i>Article 25 point 2 du décret du 13 décembre 1999</i>
5	Transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident.	Article 25 point 2 du décret du 13 décembre 1999
6	Détermination de conditions particulières d'application des dispositions du titre III du décret du 13 décembre 1999 et de l'arrêté du 15 mars 2000 pris pour son application sur demande motivée d'un exploitant d'un équipement sous pression.	Article 27 § II du décret du 13 décembre 1999
7	Autorisation de mise sur le marché et mise en service d'équipements sous pression ou d'ensembles individuels sans qu'ils aient fait l'objet de la procédure d'évaluation de la conformité prévue à l'article 5 du décret du 13 décembre 1999, lorsque l'utilisation de l'équipement sous pression ou de l'ensemble est dans l'intérêt de l'expérimentation.	Article 27 § III du décret du 13 décembre 1999
8	Mise en demeure de régulariser la situation d'un équipement sous pression exploité en méconnaissance des règles mentionnées à l'article 17 du décret du 13 décembre 1999	Article 29 point I du décret du 13 décembre 1999
9	Envoi des récépissés de déclaration de mise en service.	Annexe 3 point 1.1 du décret du 13 décembre 1999
10	Réalisation du contrôle de mise en service	Annexe 3 point 2.3 du décret du 13 décembre 1999
11	Sursis de requalification périodique pour une durée déterminée	Annexe 3 point 3.2 du décret du 13 décembre 1999
12	Réalisation de tout ou partie des opérations que comporte la requalification périodique	Annexe 3 point 3.5 du décret du 13 décembre 1999
13	Réalisation du contrôle après réparation ou modification	Annexe 3 point 4.4 du décret du 13 décembre 1999
14	Récusation de la personne ayant procédé à une inspection périodique lorsque celle-ci ne satisfait pas aux exigences du troisième alinéa du § 1 de l'article 10	Article 10 § 1 de l'arrêté du 15 mars 2000
15	Aménagements à l'intervalle entre inspections périodiques	Article 10 § 5 de l'arrêté du 15 mars 2000
16	Dispense de vérification intérieure	Article 11 § 4 de l'arrêté du 15 mars 2000
17	Aménagements aux vérifications de l'inspection périodique	Article 11 § 7 de l'arrêté du 15 mars 2000
18	Réalisation de l'inspection périodique des récipients à couvercle amovible à fermeture rapide	Article 12 point 1 de l'arrêté du 15 mars 2000
19	Réalisation de l'inspection périodique des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente	Article 12 point 2 de l'arrêté du 15 mars 2000
20	Aménagements aux intervalles entre deux requalifications périodiques	Article 22 § 3 de l'arrêté du 15 mars 2000
21	Aménagements aux opérations d'inspection de la requalification périodique	Article 23 § 3 de l'arrêté du 15 mars 2000
22	Réalisation des opérations de requalifications périodiques	Article 23 § 4

23	Aménagements à l'obligation d'enlèvement des revêtements des dispositifs d'isolation thermique ou des garnissages préalablement à la requalification périodique d'un équipement sous pression	Article 24 § 3 de l'arrêté du 15 mars 2000
24	Réalisation du contrôle après réparation ou modification suite à une intervention notable	Article 30 § 2
25	Désignation d'expert chargé du contrôle des épreuves des appareils à pression de gaz	Article 6 du décret du 18 janvier 1943
26	Délégation d'organisme habilité pour la surveillance des épreuves des appareils à pression de vapeur	Article premier de l'arrêté du 10 avril 2001

## ANNEXE 2

Décisions et actes administratifs visés à l'article 1<sup>er</sup> point 2.10

N°	Décisions et actes administratifs	Article concerné
1	Surveillance pour le contrôle périodique des équipements transportables existants construits conformément au décret du 18 janvier 1943 et des citernes existantes, qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité	Article 12 - 2°
2	Surveillance des opérations de contrôle après réparation ou modification qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité	Article 13 - 3°
3	Mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation pour les équipements sous pression transportables exploités en méconnaissance des règles, mentionnées aux articles 12 et 13 du décret du 3 mai 2001, interdictions d'utiliser ces équipements, décisions de retraits de ceux-ci.	Article 21
4	Transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident.	Article 22

## DIVERS

### ***Objet : avis de recrutement sans concours d'agent d'entretien qualifié***

En application du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier d'ABBEVILLE en vue de pourvoir 3 postes d'agent d'entretien qualifié.

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

Le dossier de candidature devra comporter :

- une lettre de candidature

- un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant leur durée

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard le **29 Décembre 2008**, par écrit (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier d'Abbeville  
Direction des Ressources Humaines  
43 rue de l'Isle  
80142 ABBEVILLE CEDEX

Seuls seront convoqués à l'entretien les candidats préalablement retenus par la commission de sélection.

Abbeville, le 27 Octobre 2008  
Le Directeur,  
Signé : Hervé DUCROQUET

***Objet : avis de recrutement sans concours d'agent des services hospitaliers qualifiés***

En application du décret n°2007-1188 du 3 août 2007 portant statut particulier du corps des aides-soignants et des agents des services hospitaliers qualifiés de la fonction publique hospitalière, un recrutement sans concours aura lieu au Centre Hospitalier d'ABBEVILLE en vue de pourvoir **10** postes d'agent des services hospitaliers qualifiés.

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée.

Le dossier de candidature devra comporter :

- une lettre de candidature
- un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant leur durée.

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard le **29 Décembre 2008**, par écrit (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier d'Abbeville  
Direction des Ressources Humaines  
43 rue de l'Isle  
80142 ABBEVILLE CEDEX

Seuls seront convoqués à l'entretien les candidats préalablement retenus par la commission de sélection.

Abbeville, le 27 Octobre 2008  
Le Directeur,  
Signé : Hervé DUCROQUET